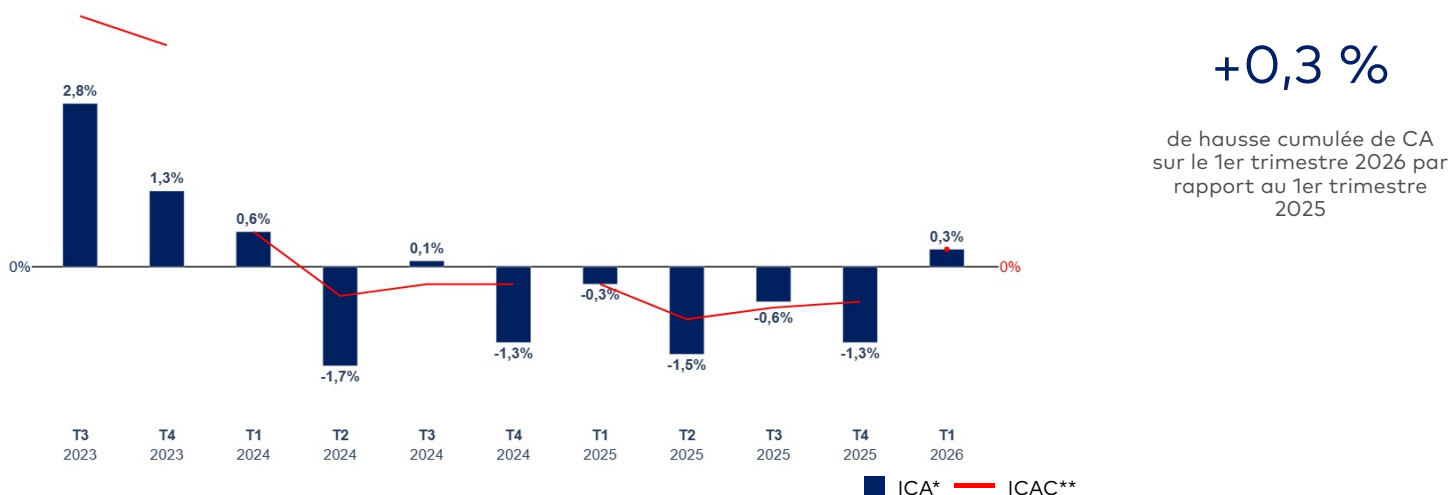


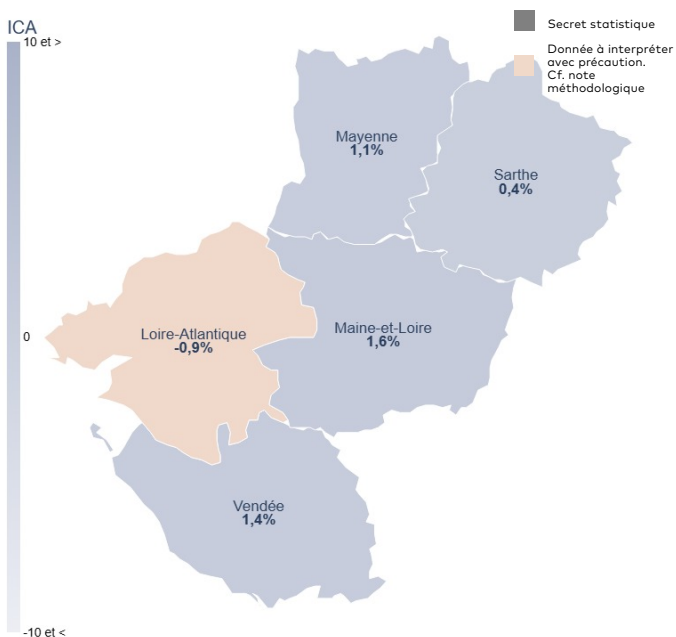
L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

Au 1er trimestre 2026, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 29 000 TPE-PME des Pays de la Loire de notre échantillon (cf. méthodologie) indique une légère hausse de CA de 0,3% en valeur. Cette croissance fait suite à cinq trimestres consécutifs de recul. L'activité a été portée par une progression en janvier. Toutefois, février a été marqué par le retour de la baisse de l'activité, qui s'est accentuée en mars et laisse augurer une dynamique négative pour les prochains mois, au vu du contexte international et de ses conséquences sur la hausse des prix de l'énergie. Cette performance les place au 8e rang du classement national avec un résultat inférieur de 0,1 point à la moyenne française (+0,4%). Parallèlement, selon le rapport Altares du 1er trimestre 2026, le nombre de défaillances a reculé (-8,5% soit 845 défaillances).

Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation. Selon l'INSEE, les prix à la consommation ont augmenté de 1,7% en mars 2026 sur les 12 derniers mois. Cette hausse s'explique par l'important rebond des prix de l'énergie (+7,3% sur un an), et par la légère augmentation des prix des services. L'Insee révèle également que l'inflation a accéléré au mois d'avril pour atteindre +2,2% sur 12 mois.



La carte de la région



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre)
La Réunion	4,5%
Normandie	1,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	0,8%
Centre-Val de Loire	0,7%
Grand Est	0,4%
Pays de la Loire	0,3%
Ile-de-France	0,3%
Bretagne	0,2%
Hauts-de-France	0,1%
Occitanie	-0,1%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-0,3%
Corse	-0,5%
Nouvelle-Aquitaine	-0,6%

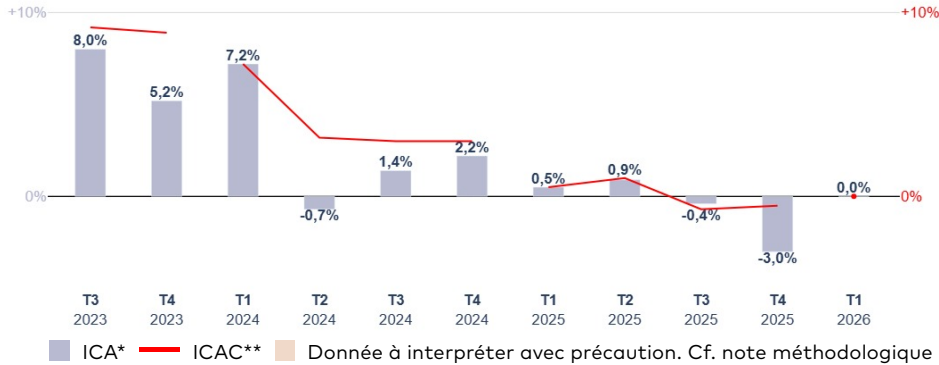
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME de boulangerie et boulangerie-pâtisserie de notre échantillon affichent une stagnation de leur activité au 1er trimestre 2026. Les TPE-PME du secteur restent confrontées à l'augmentation des coûts de production, notamment des matières premières (+30% du coût moyen des ingrédients sur les trois dernières années, selon l'Observatoire Fiducial) et de l'énergie, dont les hausses ne sont que partiellement répercutées sur les prix. Dans le même temps, d'après Food Vision, le nombre de boulangeries indépendantes recule légèrement, tandis que les points de vente des enseignes progressent (+8% en 2025). Le secteur doit également composer avec un recul de la consommation de pain (94 grammes par jour en moyenne contre 125 grammes en 2015, selon la CNBPF), incitant les professionnels à développer leur offre de snacking et de plats chauds. De plus, les TPE-PME du secteur demeurent confrontées à des tensions persistantes sur la main-d'œuvre. Enfin, autre signal négatif, les défaillances d'entreprises progressent de 6,4% au 1er trimestre 2026.



0 %

stagnation du cumul de CA sur la période du 1er trimestre 2026 par rapport à la période du 1er trimestre 2025



Construction (F)

Les TPE-PME de la construction de l'échantillon voient leur CA reculer (-1,5% en valeur) au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon la Capeb, l'activité de l'artisanat du bâtiment poursuit son repli, passant de -2% en glissement annuel au 4e trimestre 2025 à -1,5% au 1er trimestre 2026. Cette baisse est principalement liée à la hausse des prix du pétrole et des matériaux, combinée à la dégradation des marges des entreprises, ainsi qu'au recul de l'activité de la construction neuve (-2,5%) et de l'entretien-rénovation (-1%). Selon la FFB, la progression des mises en chantier et des permis de construction (respectivement +31,6% et +17,7% en glissement annuel sur trois mois à fin février 2026) a permis une poursuite de la reprise dans le logement neuf. Le non-résidentiel neuf, quant à lui, peine à se redresser. En effet, en glissement annuel sur la même période, les surfaces « commencées » stagnent (+1%), pénalisées par le bloc « locaux industriels, entrepôts et bureaux » ainsi que par les locaux agricoles, tandis que les surfaces « autorisées » chutent de 13,7%.



-1,5 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

Les difficultés persistent pour les entreprises de maçonnerie de l'échantillon avec un repli de 4% en valeur lors du 1er trimestre 2026 comparativement au 1er trimestre 2025. Selon la Capeb, la maçonnerie affiche un recul d'activité de 1% sur le 1er trimestre 2026 après -1,5% au trimestre précédent. Selon le bilan Altares sur les défaillances, les entreprises de maçonnerie affichent une baisse du taux de défaillance de 12% sur le 1er trimestre 2026.



-4 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA légèrement progresser : +0,5% en valeur au 1er trimestre 2026. Malgré une baisse des entrées en atelier (-2,2% en mécanique et -1,8% en carrosserie), l'activité reste soutenue par la hausse du panier moyen (+2,7% en mécanique et +4,3% en carrosserie), selon le baromètre Mobilians-Solware portant sur l'année 2025. En mécanique, cette progression est portée par l'augmentation des tarifs de main-d'œuvre (+2,6%) liée au développement des prestations d'expertise et de diagnostic électronique. Côté carrosserie, la hausse du panier moyen s'explique par la complexité technologique croissante des véhicules. Par ailleurs, l'activité du secteur est portée par le vieillissement du parc automobile, dont l'âge moyen atteint 12,3 ans fin 2025 contre 11,9 ans un an plus tôt, selon AAA Data, incitant les propriétaires à entretenir davantage leurs véhicules. Toutefois, les défaillances d'entreprises augmentent de 4% au 1er trimestre 2026, selon Altaires.



+0,5 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (47.22Z)

Les commerces de détail de viandes de notre échantillon voient leur chiffre d'affaires repartir à la hausse : +2,5% en valeur au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon France AgriMer, la consommation de viande bovine a augmenté sur les deux premiers mois de l'année 2026 à la suite de la baisse des exportations (-15,3%). Et ce, malgré le recul des abattages (-2,9% sur le 1er trimestre 2026) en raison des effets de la FCO (fièvre catarrhale ovine) et de la stabilisation des importations. En outre, même si la hausse des prix de la viande bovine tend à ralentir depuis mars 2026, les niveaux des cours sont très supérieurs à ceux du 1er trimestre 2025. Ainsi, selon le baromètre des commerces de bouche, les boucheries, charcuteries et traiteurs enregistrent une hausse d'activité de 1,2% sur le 1er trimestre 2026.



+2,5 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Le CA des TPE-PME du commerce de détail d'habillement de l'échantillon recule de 8,9% au 1er trimestre 2026. Selon le Panel « Retail Int. » pour l'Alliance du Commerce, les ventes des magasins d'enseignes d'habillement ont baissé de 4,3% au 1er trimestre 2026 et de 4,4% en mars 2026 par rapport à mars 2025. Cette contreperformance s'inscrit dans une conjoncture dégradée depuis le début de l'année, touchant tous les secteurs, tous les emplacements, tous les canaux et tous les segments de gamme et de marché. En effet, ce repli s'explique par le recul de la fréquentation en magasin (-1,9%), particulièrement de la clientèle étrangère enregistrant ainsi une baisse de 7% du chiffre d'affaires à la suite du conflit au Moyen-Orient. De plus, la hausse du prix de l'essence, conjuguée aux actualités internationales anxiogènes et au retour anticipé de l'inflation, génère de nouveaux arbitrages budgétaires, impactant les intentions d'achat. Selon Altaires, le taux de défaillance des entreprises du secteur en France a enregistré une hausse de 7,1% sur le 1er trimestre 2026.



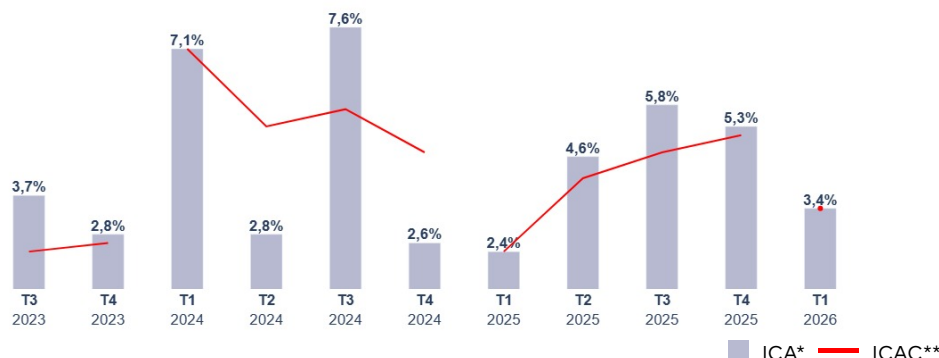
-8,9 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de croissance : +3,4% en valeur lors du 1er trimestre 2026 en glissement annuel. D'après le Moniteur des pharmacies, le marché du médicament remboursable en ville progresse de 5,6% en valeur au 1er trimestre 2026 sur un an. Dans le même temps, une part croissante du chiffre d'affaires est portée par les spécialités coûteuses tandis que les baisses de prix s'accroissent. En parallèle, la substitution d'un médicament biologique par un biosimilaire (après échéance du brevet) progresse, atteignant un taux de pénétration de 80% en mars 2026, ce qui pèse sur le chiffre d'affaires des officines. Toutefois, les entreprises du secteur devraient bénéficier de la régulation tarifaire, attendue pour générer 1,6 milliard d'euros d'économies en 2026.



+3,4 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Les opticiens de notre échantillon voient leur CA légèrement reculer au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025 (-0,7% en valeur). Si le nombre d'ordonnances traitées recule légèrement en février 2026 (-0,5% sur un an selon Xerfi), le secteur continue de bénéficier de facteurs structurels tels que la progression des troubles visuels. En effet, selon VSP Vision Care, près des deux tiers des actifs déclarent souffrir d'au moins un problème de vue, en raison du temps croissant passé devant les écrans. Par ailleurs, selon Les Echos Etudes, malgré la hausse des dépenses d'optique médicale, les taux d'EBE et de marge nette reculent sous l'effet de l'augmentation des charges (salaires, loyers commerciaux), qui ne sont pas intégralement répercutés sur les prix de vente. Enfin, le secteur connaît une hausse des défaillances d'entreprises (+8% au 1er trimestre 2026) selon Altarea.



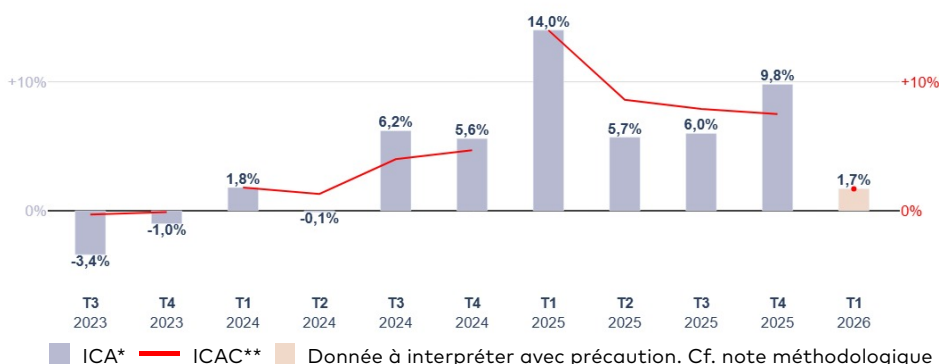
-0,7 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Transports routiers de fret interurbains (49.41A)

Les TPE-PME des transports routiers de fret interurbains de notre échantillon affichent une progression de leur CA : +1,7% en valeur au 1er trimestre 2026. Autre signe positif, les défaillances d'entreprises reculent lors du 1er trimestre 2026 (-17%), selon Altarea. Toutefois, selon la Fédération nationale du transport routier (FNTR), l'activité du secteur se replie nettement au 1er trimestre 2026, sous l'effet de la forte hausse des prix des carburants consécutive au conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, les TPE-PME du secteur voient leurs marges fortement baisser, entraînant des tensions accrues sur leur trésorerie. En matière d'emploi, la FNTR observe un ajustement contraint des effectifs, en lien avec le ralentissement de l'activité. Les investissements, quant à eux, restent à un niveau très inférieur à leur moyenne de long terme, le manque de visibilité économique incitant les entreprises à les reporter.



+1,7 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Hôtels et hébergement similaire (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon enregistrent une baisse de CA de 3,6% au 1er trimestre 2026. Toutefois, selon Atout France, le début de l'année 2026 s'avère encourageant. Concernant la clientèle internationale, les réservations aériennes sont en forte hausse à 3 mois par rapport à 2025 : Mexique (+19%), Chine (+17%) et Espagne (+8%). Dans l'hébergement marchand, le revenu par chambre a progressé de 1,3% en 2025. Cette performance est portée par la hausse de la fréquentation, avec un taux d'occupation moyen national en progression de 0,7 point, pour atteindre 66% sur l'année 2025, selon l'Observatoire de l'industrie du tourisme porté par Alliance France Tourisme. En revanche, le prix moyen n'a augmenté que de 0,2%, traduisant des arbitrages budgétaires marqués, notamment sur les segments d'entrée de gamme. A l'inverse, le haut de gamme et le luxe ont enregistré une hausse du revenu moyen par chambre de 5,6%.



-3,6 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon affichent un nouveau recul d'activité : -7,2% au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon le cabinet comptable Extencia, les restaurants font toujours face à une hausse persistante des coûts (énergie, loyer, salaires), mettant sous pression la marge des restaurants. En effet, la rentabilité moyenne du secteur a chuté de 7% en un an, d'après le cabinet d'études Gira, spécialisé dans les études sur la restauration. Parallèlement, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages a modifié les habitudes de consommation, réduisant la fréquentation des restaurants et favorisant des choix plus économiques (restaurant rapide, boulangerie, etc.). En outre, en 2025, 50,2% des restaurateurs déclarent toujours rencontrer des difficultés de recrutement. Selon Altarea, le taux de défaillance des restaurants traditionnels en France a reculé de 2,5% sur le 1er trimestre 2026.



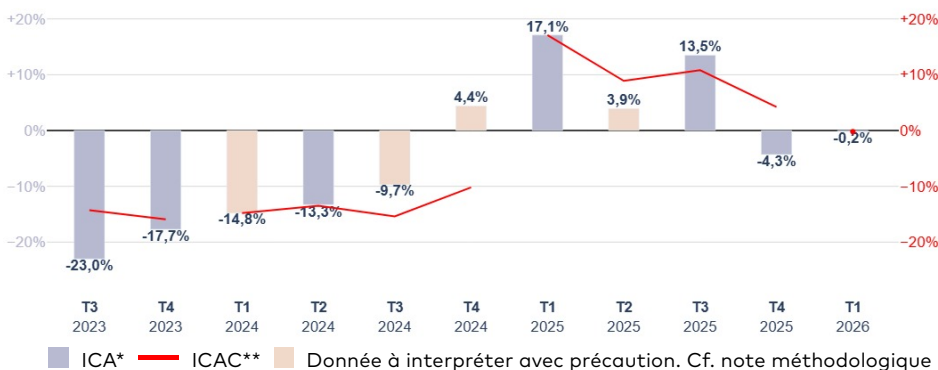
-7,2 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Agences immobilières (68.31Z)

Les agences immobilières de l'échantillon voient leur activité quasiment stagner lors du 1er trimestre 2026 : -0,2% en valeur comparativement au 1er trimestre 2025. Selon le baromètre de l'Observatoire Interkab, au 1er trimestre 2026, les prix se maintiennent à un niveau similaire à celui du 4e trimestre 2025 (+0%). Le stock de biens à la vente progresse de 3%, tandis que les compromis de vente signés augmentent fortement (+36%). Dans le même temps, selon Meilleurstaux, le taux moyen des prêts immobiliers s'élève à 3,22% sur les trois premiers mois de 2026, contre 3,14% au 4e trimestre 2025. Toutefois, les établissements bancaires font face à un repli de la demande de crédits ; les ménages ayant tendance à reporter leurs projets immobiliers dans un contexte financier incertain et marqué par la crise au Moyen-Orient. Par ailleurs, selon l'Observatoire immobilier Bien'ici, l'offre locative progresse de 12% au 1er trimestre 2026. Enfin, les défaillances d'entreprises des agences reculent fortement (-23%) au 1er trimestre 2026, selon Altarea.



-0,2 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

■ ICA* ■ ICAC** ■ Donnée à interpréter avec précaution. Cf. note méthodologique

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 29 000 entreprises au niveau régional. À partir des données de mars et T1 2026, une modification dans le processus de traitement des données a permis d'augmenter la taille de l'échantillon (+130 000 entreprises au niveau national) grâce à une jointure complémentaire avec la base Insee Sirene pour identifier les codes APE manquants de certaines entreprises de l'échantillon. Cela a eu un impact sur les filtres mis en place pour « flagger » les données et augmenter mécaniquement leur nombre (couleur beige). Toutefois, les données « augmentées » conservent la même qualité que lors des périodes précédentes. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliothique.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr/ / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

